

Le gouvernement togolais promet à l'Union européenne de résoudre la crise politique



Il s'est tenu à Lomé lundi, le 18e dialogue politique entre le gouvernement togolais et l'Union Européenne. La session a permis aux deux parties d'aborder les questions sociopolitiques majeures de l'heure, la migration, les retombées du sommet Afrique-Europe, notamment. Les débats ont été dirigés par le Professeur Robert Dussey, Chef de la diplomatie togolaise et de Cristina Martins-Barreira, la cheffe de la délégation de l'Union Européenne au Togo.

Au sujet de la situation politique qui prévaut actuellement au Togo, l'Union Européenne a souligné la nécessité de solder la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles qui sont au centre des manifestations qui ont rendu le climat sociopolitique délétère.

A l'occasion, le gouvernement togolais a rassuré la délégation l'Union Européenne sur les dispositions en cours afin qu'un dialogue politique soit tenu pour une sortie de crise.

L'ambassadeur de l'Union Européenne et les autres diplomates ont fait part de la préoccupation de leur institution quant à ce qui se passe au Togo. La partie européenne a, tout de même, félicité le gouvernement pour les initiatives prises pour

favoriser la tenue du dialogue.

« Le gouvernement togolais prendra toutes les décisions qui iront dans le sens de la paix, de la stabilité, du développement de notre pays et également pour le bien-être de nos populations », a déclaré Robert Dussey, le ministre togolais des affaires étrangères.

{loadmoduleid 210}

Revenant sur la question de la décentralisation, le Togo et l'Union Européenne se félicitent de la poursuite des initiatives en vue de l'organisation prochaine des élections locales dont la tenue constituera une étape décisive vers une décentralisation effective.

Le sommet Afrique-Europe tenu les 29 et 30 novembre derniers à Abidjan a été également évoqué. Le Togo s'est dit satisfait de la position commune des partenaires européen et africain sur la question de la jeunesse.

Des sujets tels que le plan européen d'investissement, le plan national de développement, le rôle de la société civile, la lutte contre le terrorisme et la présidence de la CEDEAO par le Togo n'étaient pas en reste lors de cette rencontre.

Outre le Chef de la diplomatie togolaise, le gouvernement togolais était représenté à ce 18^e dialogue par les ministres de la sécurité, de l'administration territoriale ainsi que celui de la planification. Côté Union Européenne, en dehors de Cristina Martins-Barreira, les ambassadeurs de France, d'Allemagne au Togo ont pris part aux débats.